



## LES NOUVELLES DE "PRO SILVA WALLONIE"

N°8 – Décembre 2003-

**Pro Silva Wallonie :**

**Président d'honneur : A. van ZUYLEN, « La Salmière » 6698 - GRAND HALLEUX**

**Président : M. LETOCART, Johberg, 47 - 4711 WALHORN -**

**Secrétaire : F. BAAR - rue de l'église 29 à 4590 WARZEE**

**Trésorier : G. GRAUX rue du Sabotier, 22 à 5340 GESVES – CCP 000-1846020-13**

### EDITORIAL

L'année qui s'achève ne sera certainement pas à marquer d'une pierre blanche, ni pour les forêts ni pour les forestiers: la sécheresse exceptionnelle de cet été aura sans doute encore des conséquences en 2004 et quant aux prix des bois sur pied, on se demande s'ils ont atteint la cote minimum ou s'ils vont encore plonger plus bas.

La morosité règne parmi les propriétaires privés et communaux et nous apprenons que chez nos voisins allemands, nombre d'entre eux tentent en ce moment à se débarrasser de leur forêt en l'offrant en vente à l'Etat. Celui-ci n'a cependant guère les moyens de s'en rendre acquéreur, car les caisses étant vides (ou presque), la sylviculture n'a plus la cote et le gouvernement n'est guère enclin à investir dans ce domaine.

Nous sommes loin de l'époque où nos Etats d'Europe de l'Ouest orientaient leur politique vers une restauration des forêts ruinées par des siècles d'exploitation abusive. On voyait alors fleurir les établissements d'enseignement de la sylviculture et l'on organisait avec soin les administrations, dites des « Eaux & Forêts », chargées avant tout d'appliquer des lois sévères pour protéger et aménager.

Les forêts avaient alors une signification économique de première importance ; elles étaient à la fois sources d'énergie et de matière première ; il fallait les reconstituer et/ou les protéger afin que l'économie des pays puisse en bénéficier au mieux.

L'évolution explosive des techniques modernes et des transports, l'apport d'énergie fossile à bas prix et l'arrivée de matériaux nouveaux et performants ont relégué aujourd'hui la sylviculture au second plan.

Les fonctions économiques des forêts sont minimisées, tandis que les fonctions écologique et de protection sont devenues prioritaires : « biodiversité », « gestion durable », « Natura 2000 », « zones de protection spéciale », « zones de quiétude », « zones humides d'intérêt biologique » et tutti quanti...sont sur toutes les lèvres et des budgets importants y sont consacrés.

Cette situation est-elle définitive ? la « croissance économique, source de bien être et de plein emploi », tant invoquée par nos politiciens de tous bords et les syndicats va t'elle redémarrer? Rien n'est moins sûr !

D'aucuns, comme Serge LATOUCHE <sup>(1)</sup> vont même jusqu'à affirmer que nous en sommes arrivés à un stade où la croissance est une illusion. « *Fondée sur l'accumulation des richesses, elle est destructrice de nature et génératrice d'inégalités sociales : durable ou soutenue elle demeure dévoreuse de bien-être... Une société basée sur la croissance illimitée n'est pas soutenable parce qu'elle se heurte aux limites de la biosphère* <sup>2</sup> ».

S.L. n'hésite pas à déclarer que c'est à la décroissance qu'il faut travailler: à une société fondée sur la qualité plutôt que sur la quantité, sur la coopération plutôt que sur la compétition, sur le goût de la belle ouvrage plutôt que sur l'efficacité productive. Voici quelques solutions qu'il propose : La remise en question des volumes considérables de déplacements d'hommes et de marchandises, celle de la publicité tapageuse et souvent néfaste, celle enfin de l'obsolescence des produits et des appareils jetables : autant de réserves de décroissance dans la consommation matérielle. Ainsi comprise, la décroissance ne signifierait pas nécessairement une régression de bien-être; elle s'inspirerait e.a. du programme en six « r » défini lors de la conférence de Rio : réévaluer, restructurer, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler. Nous allons sans doute assister dans les prochaines décennies à une remise en question de cette notion de croissance telle qu'elle est comprise dans nos pays à économie libérale ; les catastrophes entraînées par les changements climatiques, le coût de plus en plus élevé des mesures anti-pollution et les dépenses de santé vont devoir nous amener à revoir ces notions, à moins qu'il ne faille passer par une révolution violente, ce qui n'est malheureusement pas exclu.

Chez les forestiers, qui sont obligés de voir très loin, nous sentons déjà poindre cette mutation de la société : si quelques-uns croient encore à la production de masse, à la mécanisation renforcée et aux grandes monocultures pour lutter contre la concurrence des bois venus de l'est ou du nord, d'autres optent résolument pour des forêts stables, pérennes, et productrices de bois de qualité plutôt que de masse, pour le rythme lent de la nature, plutôt que pour le « toujours plus et toujours plus vite ».

C'est la démarche entamée par PRO SILVA qui tente me semble t'il de répondre du moins partiellement au programme des six « r » évoqué plus haut : **réévaluer** une gestion trop inspirée de l'agriculture moderne, **restructurer** nos forêts pour les rendre plus stables, **réduire** les dépenses en investissements et en entretien, **réutiliser** au mieux ce que nous donne la nature.

M.Letocart  
-o-o-o-o-o-o-

---

<sup>1</sup> Serge LATOUCHE, professeur émérite à l'université de Paris-sud, auteur e.a. de « *La déraison de la raison économique* » - Albin Michel - Paris - 2001 ; « *Justice sans limites* » - Fayard - Paris 2003 ; « *La Pensée créative contre l'économie de l'absurde* », Parangon-Paris 2003. Auteur d'un article paru dans « Le Monde Diplomatique » de Novembre 2003 intitulé : « Pour une société de décroissance ».

<sup>2</sup> In : *Le Monde Diplomatique* - novembre 2003

# La production de gros bois de résineux : une opportunité économique et écologique ?

par L. DELAHAYE et G. GRAUX

*Cette note se veut de faire la synthèse suite au colloque organisé par Pro Silva (Belgique-Suisse-Allemagne-France) le 17 septembre 2003 sur le thème « Gros bois résineux : une chance pour la sylviculture et l'utilisation du bois ».*

*La production de gros bois soulève bien des passions. D'un côté les écologistes souhaitent les conserver pour leur forte valeur en termes de biodiversité (bois mort ou vivant) tandis que certains forestiers (Pro Silva) soulignent, en plus, leur rôle important dans la constitution de peuplements stables, flexibles et producteurs de qualité au moindre coût.*

*D'autres cherchent à produire dans des délais les plus courts un bois de qualité tout en répondant aux normes actuelles de l'industrie du bois. L'objectif du colloque était d'évaluer la nature et la valeur matérielle des gros bois de résineux à partir de différents points de vue.*

La gestion forestière proche de la nature ou Pro Silva est liée avec une augmentation progressive des gros arbres. La récolte est effectuée par arbres individuels. De gros arbres peuvent être prélevés à chaque instant dans des peuplements continus de grande stabilité, selon la période ou les besoins financiers, sans mettre en péril l'équilibre général du système.

La gestion durable des espaces forestiers, y compris la valorisation économique optimale du produit bois, constitue un véritable enjeu stratégique pour nos forêts. La demande sociétale et environnementale exprime actuellement une attente de maintien voire d'accroissement de gros bois en forêt. Cette demande paraît contradictoire avec l'organisation actuelle de la filière de transformation des bois résineux qui a basé son outil industriel sur un approvisionnement en petits et moyens bois.

Avec l'augmentation de la naturalité de la gestion forestière et de la stratégie de récolte de bois, la proportion de gros bois va augmenter aussi bien dans le matériel sur pied que dans les prélèvements. Selon Siegfried Palmer<sup>3</sup>, le glissement progressif de l'amélioration à la récolte va augmenter le volume moyen des arbres récoltés.

La définition du terme gros bois en catégorie de grosseur est variable d'un pays et d'un acteur de la filière bois à l'autre. Ainsi en France, suivant l'inventaire national, les gros bois sont représentés par des tiges de plus 37,5 cm<sub>1.30</sub> de diamètre alors que l'ONF considère un arbre comme gros bois à partir de 47,5 cm<sub>1.30</sub> de diamètre (Benoit Cuillier, ONF Strasbourg). Pour les scieurs français un gros bois doit atteindre 50 cm<sub>1.30</sub> de diamètre (Jean Mageay, Fibois Alsace). Il s'agit donc de bien définir de quoi on parle en fonction des interlocuteurs. Cependant en moyenne, les suisses et les allemands considèrent comme gros bois tout arbre de plus de **50 cm de diamètre à 1.30m** (Philippe Duc<sup>4</sup>, Gerald Kändler<sup>5</sup>, Günther Gross)

---

<sup>3</sup> Direction des forêts de Tübingen (D)

<sup>4</sup> Institut Fédéral de Recherches Forestières, Birmensdorf (CH)

<sup>5</sup> Station de recherche forestière, Freiburg (D)

Mais qu'en est-il de la ressource gros bois ? En Suisse plus d'un quart de la surface de la futaie comporte un diamètre dominant égal ou supérieur à 50 cm de diamètre (Philippe Duc). Pour les Vosges et le jura français, le volume de gros bois et très gros bois est estimé à 59 % du volume total (Benoit Cuillier, ONF Strasbourg). La ressource est donc assurée pour les décennies à venir, vu qu'elle représente 40 % de la récolte annuelle prévisible.

Néanmoins, la récolte des réserves de gros bois selon les classes de coûts de récolte (Suisse) montre que l'accumulation de gros bois se trouve pour partie dans des secteurs de mauvaise accessibilité. La récolte de ce bois ne peut être rentable que pour autant que l'on compense les coûts de récolte par la production de **bois de qualité**. En Allemagne, on observe une augmentation sensible du pourcentage de gros bois notamment pour les essences résineuses et le hêtre. La conséquence de cette évolution est un glissement des récoltes en direction de dimensions plus importantes. Pour le sapin et l'épicéa on observe simultanément une baisse importante de l'assortiment de faible ou moyenne dimensions.

Actuellement, la production de gros bois de résineux, et notamment de sapin, génère des produits de qualité hétérogène, allant de la menuiserie à une forte proportion de bois pour le coffrage. Cependant elle permet le débit en grandes longueurs et le sciage de sections spéciales, en particulier hors cœur (Manuel Echte<sup>6</sup>, Jean Maegey).

Dans le contexte actuel du marché du bois européen et quel que soit le système de production (régulier ou irrégulier), les forestiers ne peuvent plus se permettre de faire uniquement du bois en grande quantité sans attacher d'importance à sa qualité. Les pays nordiques, et bientôt les pays d'Europe centrale, inondent le marché du bois de masse. Nous ne sommes pas compétitifs face à une telle production : le contexte socio-économique, la structure de la propriété et de la filière forestières, les conditions de croissance, ... sont totalement différentes. L'atout de pays tel que la France, l'Allemagne, la Suisse et le Belgique consisterait à produire un bois d'une qualité qui ne peut être obtenue dans les pays nordiques (climat trop froid) et dans le bassin méditerranéen (climat trop sec). Le gros bois résineux serait alors à considérer comme un produit particulier susceptible de constituer un créneau original pour les entreprises forestières de l'Europe tempérée...

En raison des conditions actuelles et probablement aussi futures du marché, ainsi que de la concurrence du lamellé collé et des autres substituts du bois massif, il ne peut être espéré des améliorations sensibles des prix pour les qualités moyennes. Actuellement, le gros bois résineux n'est pas bien rémunéré car sa qualité est généralement déficiente. A l'avenir, la production augmentée de gros bois ne pourra être profitable, d'un point de vue économique, que si elle comporte une proportion significative de bois de choix (menuiserie et ébénisterie) (Wolfgang Tzchupke<sup>7</sup>).

C'est ainsi que la production de gros bois pose aussi d'importantes questions d'ordre sylvicole. Entre autres, il faudra résoudre la question des volumes-objectifs sur pied et de la décapitalisation des importants volumes sur pied qui se sont constitués au cours des dernières décennies.

---

<sup>6</sup> Scieur en Forêt Noire (D)

<sup>7</sup> Ecole Supérieure Forestière Rottenburg (D)

La production de gros bois, notamment en résineux, à des fins écologiques est une stratégie qui permet d'intégrer au niveau de la gestion forestière ordinaire les objectifs de préservation de la biodiversité sans passer forcément par une spécialisation de l'espace forestier (gestion intégrée). Les gros bois de hêtre et de chêne constituent plus de la moitié d'une note écologique donnée à l'hectare (Bruciamacchie, Engref). Ils sont sources d'abris pour bon nombre d'espèces animales. Dans un logique de sylviculture d'arbres, dans un système irrégulier, les gros bois jouent un rôle particulier. Economiquement, il est plus intéressant de conserver un arbre sur pied d'autant plus longtemps qu'il est de qualité. Ecologiquement, les gros bois sont généralement plus appréciés que les petits. A surface terrière ou à volume comparable, un gros bois occupe moins de place qu'un petit ; son couvert est aussi plus haut. Il laissera passer donc plus de lumière notamment latérale et la dynamique du peuplement en sera d'autant meilleure. Il constitue un élément structurant et stabilisateur ; il « produit » de la qualité à faible coût, en éduquant les recrûs sous son couvert.

*La production de gros bois nécessite donc une réflexion intense et scientifique sur le système global, afin de pouvoir évaluer les effets de « l'apport » de gros bois dans l'écosystème, et du prélèvement de gros arbres. Cette réflexion doit nécessairement être globale : elle ne peut se limiter aux arbres intéressants du point de vue production et sylvicole mais sur toutes les composantes du système et leurs relations par exemple la station, la desserte, la biodiversité, et le marché du bois.*

-0-0-0-0-0-0-0-

## **Les peuplements à structure irrégulière : une alternative à la foresterie traditionnelle<sup>(1)</sup> ?**

Par : G. Graux et M. Letocart

<sup>(1)</sup> Article à paraître dans le prochain numéro de la revue « Parcs et Réserves » de l'association « Ardenne et Gaume ».

### **Une économie forestière menacée ?**

*« L'économie forestière fut l'enfant chéri de nos sociétés pauvres de l'ère pré-industrielle ; elle est actuellement l'enfant mal aimé de notre société de luxe » Otto H.J. au congrès Pro Silva de Hanovre en juin 2000.*

La forêt wallonne, reconstituée entièrement après des siècles d'abus en tous genres (surexploitation, pâturage, incendies, essartage....) était considérée voici cinquante ans à peine, comme une des plus productives d'Europe.

Sans sombrer dans un pessimisme stérile, il faut admettre qu'actuellement, comme beaucoup d'autres dans nos pays voisins, elle traverse une crise d'une profondeur sans précédent : à titre d'exemple, le prix de vente du produit-phare de nos forêts, l'épicéa d'Ardenne, évolue inexorablement à la baisse (chute des prix de près de 50% entre 1989 et 2003) tandis que le coût des investissements en forêt (plantations et tout le cortège de soins consécutifs) connaît une inflation continue. Les « produits intermédiaires » (les éclaircies) et, d'une façon générale les bois de mauvaise quali-

té, ne se vendent plus que très péniblement et à des prix très bas (un chêne 90/120 de circonférence de qualité industrielle, qui a le plus souvent 80 ans, est vendu sur pied à environ 15€/m<sup>3</sup>). Dès lors il devient difficile de réaliser en temps opportun et régulièrement les éclaircies successives, indispensables dans le traitement classique des peuplements réguliers tels que nous les connaissons.

Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'avenir : planter à plus large écartement pour réduire le nombre des éclaircies ? Eclaircir plus tôt et plus fort ? Planter de plus grandes parcelles à plus grands écartements pour permettre la mécanisation des opérations ? Intensifier les traitements pour raccourcir les révolutions dans le cadre d'une sylviculture dynamique ?

C'est ainsi que l'on s'oriente vers un modèle de type agricole où de la même manière qu'on sème des céréales, on plante des arbres ; où de la même façon qu'on injecte des intrants coûteux pour maximiser la production agricole et raccourcir les cycles, on investit dans des travaux sylvicoles (gyrobroyage, plantation, protection, engrais, tailles, élagages, éclaircies précoces, ...) pour maximiser le profit et raccourcir la révolution. Et quand le champ, ou le peuplement, est jugé conforme aux standards du marché, vient la moisson ... ou la coupe à blanc.

Tel est le scénario préconisé ou appliqué dans bon nombre de futaies résineuses d'Ardenne : une logique de type industriel, un système de production intensif qui, inexorablement, coûte de plus en plus cher en investissements en tous genres et conduit, dans le contexte actuel, à des produits particulièrement mal rémunérés en regard de l'investissement. La rentabilité de nos forêts est gravement menacée ; elle est même déficitaire dans bon nombre de cas, si l'on veut bien analyser honnêtement la situation.

La sylviculture de la futaie irrégulière, continue et proche de la nature préconisée entre autres au niveau européen par l'association « PRO SILVA », est un mode de traitement des forêts « qui s'appuie essentiellement sur les processus d'installation, de régénération, de concurrence et de croissance des forêts naturelles » (cf. B.de Turckheim – in Forêt-Entreprise 2003/3).

Plus concrètement, on peut aussi définir Pro Silva comme une stratégie de gestion des forêts qui poursuit :

- un objectif de production continue de bois de qualité et donc à forte valeur ajoutée
- dans un système économe en investissements et en intrants
- avec le souci de l'équilibre de l'écosystème, en temps que gage de stabilité et facteur de production essentiel et fragile.

L'écologie et le souci constant porté à l'écosystème sont donc un moyen et non pas l'objectif poursuivi, qui est clairement de produire de façon soutenue, un matériau bois de qualité et au moindre coût. C'est une réponse à la fois conceptuelle et technique au contexte socio-économique de crise que nous traversons (explosion du coût des investissements, faiblesse des prix de vente) et à certaines menaces qui pèsent sur les écosystèmes (dégradation de la fertilité et de la structure de certains sols forestiers, banalisation, fragilisation, ...).

de soins à la forêt, plus d'investissements pour raccourcir la révolution et concentrer

la production sur les produits a priori les mieux rémunérés. Par le raccourcissement des révolutions, le capital est immobilisé moins longtemps de sorte que l'on escompte un effet positif sur la rentabilité globale de l'investissement.

On prétend aussi diminuer les risques, biologiques mais surtout climatiques, par la récolte de peuplements moins âgés et donc exposés moins longtemps aux risques.

Beaucoup de propriétaires privés et même publics (communes), conscients que leur propre longévité (de personne ou de mandat) est relativement faible, voire très faible comparée à celle des arbres, sont sensibles à ce raisonnement et plus encore à notre époque, compte tenu de « l'incertitude climatique ».

S'y ajoutent encore pour les propriétaires privés, les sacro-saints droits de succession, qui pèsent lourd dans les esprits...et dans les portefeuilles des héritiers.

Diminuer les risques de chablis en raccourcissant les révolutions est un argument est discutable selon nous : nous pensons que le risque est plus souvent lié à la structure du peuplement, à l'essence et à la conformation des arbres (rapport hauteur/diamètre<sup>1.50</sup>) plutôt qu'à l'âge des arbres, aussi longtemps bien entendu qu'ils sont encore sains.

Quant aux investissements consentis dans le cas de l'épicéa, pour augmenter la qualité des produits (élagages), ils coûtent cher et n'apportent – pour autant que l'on se soit pas décidé à produire du très gros bois de qualité - aucune garantie de plus-value à terme : cela reste un pari sur l'avenir.

Telle semble être est pourtant la politique forestière actuelle de l'Administration forestière (D.N.F.), assortie d'une politique relativement généreuse d'aide à l'investissement (subventions publiques à la plantation, l'éclaircie précoce et l'élagage à grande hauteur). Elle est aussi soutenue par la Société Royale Forestière de Belgique qui encourage ses membres à y recourir, par le biais de visites de terrain et conférences thématiques.

Cette politique est, on s'en doute, bien accueillie également par tous les acteurs de ces investissements : pépiniéristes et entrepreneurs de travaux forestiers notamment, mais pas seulement. En effet, une part significative de la rémunération des prestations et services de gestion est fondée sur ce système.

Certains propriétaires ou gestionnaires ont abandonné les investissements, s'en remettent à la chasse pour tirer un revenu (non négligeable) de leurs bois, et se limitent à exploiter les bois venus à maturité. On ne pratique plus la sylviculture mais on « entretient ».

A côté de cela, il y a aussi un nombre croissant de propriétaires et gestionnaires, publics et privés, qui, progressivement, prennent conscience du fait que l'énormité des investissements forestiers est démesurée voire choquante en regard des revenus escomptés ; et que ce mode de gestion, par coupe rase et plantation, mérite d'urgence une sérieuse remise en question, ne serait-ce que pour des raisons économiques (au sens étymologique du terme).

Une chose est certaine : la production de masse dans nos petites forêts morcelées d'Europe de l'Ouest a vécu. À en juger par le cours des produits résineux sur le marché international, il n'est guère permis d'espérer un redressement significatif des prix dans cette catégorie de produit. Nous ne serons jamais concurrentiels face aux productions gigantesques de la forêt boréale eurasiatique, d'Amérique du Nord ou des lignicultures intertropicales.

Or notre mode de gestion forestière actuel est toujours celui d'une époque aujourd'hui révolue. Prenons l'exemple de l'épicéa en Ardenne. Sur un plan économique, la production d'épicéa y faisait merveille, avec des produits bien rémunérés ayant peu coûté en investissement (main-d'œuvre locale bon marché, sylviculture en peuplements serrés). On pourrait tenir le même raisonnement avec le chêne en basse et moyenne Belgique. Aujourd'hui, ne faut-il pas se demander si le système régulier intensif n'est pas fondamentalement inadapté, désuet dans un contexte où les produits ne sont plus bien rémunérés en regard de l'évolution du coût des prestations ?

Dans cette optique, qu'avons-nous changé au système de gestion d'autrefois, sauf une sylviculture plus « dynamique », parfois même intensive, fondée sur des investissements nettement plus conséquents. Mais à l'autre bout de la révolution, même raccourcie, le prix des bois, dont le contrôle nous échappe, a continué de chuter ...

Les subventions, en guise d'aide à l'investissement dans le cadre de la politique forestière régionale, sont certes bienvenues mais ne sont-elles pas aussi un leurre qui occulte le problème, comme un sparadrap sur une plaie ouverte ? Ces subventions qui, en saine gestion, devraient intervenir un temps limité comme incitant vers une réorientation de politique forestière, ne sont-elles pas devenues quelque part nécessaires ? Ne doit-on pas y voir le spectre inquiétant d'une forêt qui survit à coup de subventions ... comme l'agriculture ?

## **Nouvelles tendances**

Beaucoup ont compris qu'il fallait sortir de cette logique industrielle et commerciale d'investissements/return qui nous apparaît inadaptée à la forêt voire utopique dès le moment où, compte tenu de la longueur et l'incertitude des processus, il n'existe aucun contrôle possible sur les prix. Ayant pris conscience de cela, ceux-là ont vu qu'il fallait prioritairement s'attacher à réduire la hauteur des investissements. C'est en effet le principal volant d'action du forestier parce que ces investissements pèsent particulièrement lourd dans la balance finale compte tenu qu'ils sont consentis en début de révolution et donc se capitalisent pendant de longues décennies. Le calcul du taux interne de rentabilité (TIR), classiquement utilisé pour évaluer la rentabilité d'un investissement forestier, le démontre à suffisance.

Sur un plan technique, il apparaît que la régénération naturelle ne suffit toutefois pas à elle seule à réduire les investissements. Mieux même, une régénération naturelle en plein et à découvert peut s'avérer aussi coûteuse qu'une plantation après coupe à blanc et girobroyage. En effet, les processus de concurrence entre individus y sont extrêmement intenses, du même type que dans une plantation, mais plus forts encore compte tenu de la densité du semis. On se retrouve finalement dans un cas de figure proche de celui de la plantation, où il faut le plus souvent intervenir à grand



frais. C'est ce qui nous amène à dire que le système régulier lui-même est, intrinsèquement, un système coûteux car il ne permet pas de profiter de la dynamique naturelle de différenciation individuelle des tiges telle qu'elle s'observe sous un couvert étagé.

Dans une structure irrégulière, la régénération est certes lente mais continue et les processus dynamiques naturels de différenciation conduisent à une sélection impitoyable, notamment par la lumière, des tiges d'avenir. Maints exemples en feuillus de basse altitude comme en résineux de Haute Ardenne où la neige joue également un rôle dans la sélection, permettent de constater *de visu* ces processus de qualification des tiges d'avenir sans intervention de l'homme. Là est la véritable économie ; elle est donc étroitement associée à une sylviculture en peuplement irrégulier, soit par pied soit par groupes ou par bandes étroites selon le tempérament de l'essence (ou des essences), la structure initiale du peuplement et les caractéristiques de la station. Des parcelles très démonstratives existent, nombreuses, dans la plupart des contextes sylvicoles que nous connaissons en Région Wallonne. Parfois, elles sont le fruit d'essais menés délibérément, mais plus souvent elles sont issues d'évolutions fortuites qui ont attiré l'attention et éveillé la curiosité.

L'attrait des peuplements irréguliers n'est donc pas une question de principe ou de sensibilité, esthétique ou émotionnelle, il est avant tout fondé sur des arguments sylvicoles et économiques (au sens strict) objectivés par la démonstration sur le terrain chez nous comme à l'étranger. De nombreuses études ciblées seraient cependant nécessaires et bienvenues, dans le cadre de protocoles rigoureux, afin de mieux comprendre et maîtriser les processus observés. Il y a là un vaste sujet à explorer. En France notamment, l'AFI (Association pour la futaie irrégulière), a constitué un réseau de forêts pilotes, où l'évolution des peuplements est étudiée sous tous ses aspects avec la collaboration de chercheurs de l'Université de Nancy.

Nous ne sous-estimons pas l'ampleur du changement de mentalité et surtout de méthode que cela implique, ni la difficulté de gérer la transition entre nos actuels peuplements réguliers, de surcroît souvent monospécifiques, en peuplements irréguliers mélangés. C'est un défi sur le plan technique car la gestion de peuplements de transition tout comme celle de peuplements irréguliers constitués nécessite à coup sûr beaucoup de doigté, un sens aigu de l'observation et une pratique de terrain régulière. C'est pourquoi, la mise au point de guides techniques et de références chiffrées, de même que la constitution d'un réseau de forêts de démonstration ou forêts-écoles devraient se faire en priorité.

Une forêt structurée en peuplements irréguliers implique aussi des modes d'exploitation et de valorisation des produits adaptés. En effet, dans de tels peuplements, on exploite proportionnellement davantage de gros bois (ce qui est une façon de résoudre le problème d'écoulement des produits intermédiaires en peuplements réguliers) mais les récoltes sont plus dispersées et plus fréquentes, ce qui implique certaines conséquences en terme de structure de voirie, d'aménagement, de technique d'exploitation, de vente et de valorisation. Tout cela nécessite donc une réflexion en profondeur.

Cette méthode de gestion forestière alternative nous apparaît aussi, et ce n'est pas à négliger, comme un défi sur le plan forestier, car cela rompt radicalement avec le système dans lequel les forestiers sont installés depuis des décennies, à savoir un

système fondé sur la coupe rase suivie de plantation. C'est un défi sur le plan technique et forestier de nature à revaloriser un secteur forestier morose et quelque peu déboussolé par un changement de contexte brutal depuis quelques années.

Dans un système de gestion en peuplement irrégulier, qui implique nécessairement une gestion fine, le travail de terrain est remis à l'honneur. Le forestier retrouve sa place au cœur de la forêt. Les décisions se prennent sur le terrain et chacun tient un rôle crucial dans le système, qui a besoin de qualité à tous les échelons pour fonctionner : depuis l'abatteur jusqu'à l'ingénieur, en passant par le débardeur, les ouvriers et le personnel technique. Bref, c'est un contexte beaucoup plus valorisant et épanouissant sur le plan humain.

### **Bibliographie sommaire**

- Carbienier, C. 1995. Les arbres qui cachent la forêt . Edisud – 244 pp.
- Duchiron, M.S.1994 . Gestion des futaies irrégulières et mélangées – édition par l'auteur – 15, rue de Guise, NANCY - 172 pp.
  - Schütz, J.P. 1997 . Sylviculture 2 – gestion des forêts irrégulières et mélangées – Presses polytechniques et universitaires romandes – 178 pp.

-0-0-0-0-0-0-0-0-

## **Problématique des plantations et semis naturel de bouleau et de sorbier : quelques réflexions.**

Par François BAAR

La culture de la plantation est fortement ancrée dans notre sylviculture. Pourtant, au regard des préoccupations économiques, sociales et également écologiques actuelles, on pourrait se poser de nombreuses questions à son sujet : La plantation est-elle vraiment nécessaire ? Répond-elle encore aux attentes ? n'est-elle pas, en fin de compte, problématique ?

Dans bien des cas, les plantations coûtent cher à l'installation et à l'entretien et leur avenir est incertain. Elles sont le plus souvent pratiquement monospécifiques et constituées, principalement, d'essences d'ombre telles le hêtre, l'épicéa ou le douglas.

Elles sont faciles à mettre en œuvre et ne demandent aucune expertise particulière. Elles sont donc accessibles à des entreprises peu spécialisées. La gestion des peuplements issus de plantations est également systématique et de type industriel. Dans ce système, la rentabilité tente à être maintenue, le plus souvent, au détriment de l'emploi notamment par la mécanisation toujours plus poussée.

Imaginons, un seul instant, de ne plus réaliser de plantations. Que deviendrait la forêt ? Serait-elle moins rentable ? Moins intéressante pour la société ? Quel risque y aurait-il à envisager la gestion de cette manière ?

En prenant les extrêmes, il y a deux façons d'envisager le semis naturel, soit par de grandes coupes, soit par petites trouées.

Après une coupe de surface relativement importante (de l'ordre d'au moins 1 ha), dans bien des cas, la parcelle est colonisée facilement, selon les peuplements limitrophes et le type de sol, par un mélange de bouleaux, sorbiers, épicéas, pins, mélèzes, hêtres et douglas avec quelques chênes et érables épars (même en Ardenne).

Dans une petite trouée au sein d'un peuplement d'ombre, seule l'essence en place peut se régénérer.

Par contre, dans un peuplement clair constitué d'essences de lumière ou d'essences en mélange, cette même petite trouée permet l'installation d'un semis mélangé d'essences de lumière et d'ombre.

Des semis, résultant de ces différentes coupes, de véritables futaies irrégulières et mélangées peuvent être constituées et conduites de manière telle qu'elles puissent produire des lots suffisants de grumes de qualité de chaque essence.

Ce type de peuplement demande, quant à lui, une gestion plus fine et intégrée réalisée par des techniciens sylviculteurs spécialisés. Dans ce cas, l'emploi de forestier est protégé par le fait de sa haute qualification.

Ce type de gestion augmente, progressivement et de manière considérable, la capacité d'accueil de la forêt pour le gibier (clairières et gagnages naturels, brout et herbage en quantité). En parallèle, les coûts dus aux créations de gagnages et aux nourrissages sont diminués.

Sans plantation, les coûts d'investissements sont réduits. Seuls des dépressages ciblés et raisonnés sont à réaliser. A ce titre, plus les trouées sont de petite taille plus la concurrence du couvert sur les semis est forte et plus les coûts de dépressage sont faibles. En parallèle, plus les peuplements sont mélangés d'essences de lumière et d'ombre, plus la régénération de ces espèces peut se réaliser par de petites trouées.

Une telle gestion demanderait de remettre à l'honneur les métiers de bûcheron et de débardeur qualifiés : moins de planteurs par contre, moins de place pour l'exploitation industrielle et mécanisée et donc plus de bûcherons.

Selon cette optique, vraisemblablement, on assisterait à un transfert de l'emploi d'amont en aval de la filière forestière et on passerait d'un emploi peu qualifié à un plus qualifié.

En n'utilisant principalement que la régénération naturelle, on devrait observer une augmentation des surfaces boisées en bouleau et en sorbier des oiseleurs. Ces deux essences devraient alors être gérées de façon à produire du bois de qualité. Mais seule une surface suffisamment importante de ces essences permettrait de mettre sur le marché une quantité de bois telle qu'une filière puisse se constituer.

Dans ce type de gestion, le bouleau et le sorbier des oiseleurs ne sont-elles pas des essences à mieux considérer ?

Un bouleau de qualité se vend, à l'heure actuelle, en région wallonne 30 Euro le m<sup>3</sup>. Le sorbier des oiseleurs en France et en Allemagne se vend à un prix équivalent à

celui de l'alisier ! Ce sont en outre des essences exceptionnelles pour l'écosystème forestier :

- Restructuration des sols.
- Restauration de la qualité chimique des sols.
- Berceau favorable à l'implantation de semis d'essences post-pionnières (chêne) et climaciques (hêtre). Par exemple, un perchis de chênes sous une futaie de bouleau a été observé dans une vallée ardennaise sujette à de fortes gelées alors qu'à proximité, en plein découvert, aucune plantation n'avait pu survivre.
- Restauration de la biodiversité (environ 120 espèces de papillons sont associés au bouleau, par exemple).
- Essences de brout.
- Par son couvert léger, une futaie de bouleau et de sorbier permet le dépressage et l'élagage naturels des espèces post-pionnières et climaciques comme le chêne et le hêtre qui s'installent sous leur abri.

Les plantations seraient en quelque sorte le frein à un écosystème forestier plus naturel et équilibré. Sans investissement de plantation n'aurait-on pas une forêt tout aussi économique et sociale mais en tous cas plus cynégétique et écologique?

Dans une optique de privilégier le semis naturel, il est indispensable de placer le bouleau et le sorbier au rang des espèces économiques pour lesquelles une sylviculture dynamique et de qualité devrait être mise en place. Ces espèces, jusqu'ici, n'ont jamais été considérées comme telles alors qu'elles rentrent, aujourd'hui, de plus en plus dans les mœurs pour l'ameublement. La promotion de ces essences devrait d'ailleurs être développée afin d'augmenter les débouchés stimulant ainsi l'intérêt des propriétaires et des forestiers à produire ces bois.

François Baar

## **QUELQUES INFORMATIONS UTILES :**

1. Les excursions reprendront au mois de Mars : première visite – le cantonnement de LIBIN, le vendredi 19 mars 2004 – Visites prévues également dans le domaine des Croisettes à SUXY et dans les cantonnements de Virton. Le programme définitif vous parviendra dès la début de l'année afin que vous puissiez vous organiser.
2. Le congrès de PRO SILVA se déroulera au Danemark du 4 au 8 Août 2004. La priorité sera donnée aux visites sur le terrain plutôt qu'aux exposés en salle.
3. Renouvellement des cotisations : elles restent fixées à 25 €/an. Le trésorier vous adresse en annexe, un bulletin de versement.

***Le président et le comité de PRO SILVA WALLONIE, vous présentent ainsi qu'à vos familles leurs vœux les meilleurs pour un heureux Noël et un agréable passage à l'an neuf !  
Que 2004 soit favorable à vous ainsi qu'aux forêts qui vous sont chères. Santé et prospérité ! c'est là l'essentiel pour tous !***